

primo & édito

Projets Urbains Intégrés en Rhône-Alpes : montée en charge

En Rhône-Alpes, sept agglomérations ont un Projet Urbain Intégré depuis 2007, et bénéficient de fonds européens pour intervenir dans des quartiers en difficulté. Alors que les agglomérations de Lyon, Saint-Étienne, Chambéry et Grenoble ont déjà bénéficié de fonds structurels (Objectif 2 ou PIC URBAN), celles du Pays viennois et d'Annemasse, ainsi qu'Aix-les-Bains sont en phase d'apprentissage. Avec des enjeux financiers importants, puisque ces programmes pluriannuels ont un seuil minimal de 5 M d'€.

Les professionnels "chefs de file" de ces projets dans les collectivités fonctionnent en réseau : pour échanger sur des règles du jeu assez complexes concernant l'éligibilité des projets, dialoguer collectivement avec les autorités de gestion (Sgar et conseil régional), approfondir les possibilités liées aux projets intégrés. Depuis 6 mois, des séances de travail régulières ont lieu avec l'appui du CR•DSU.

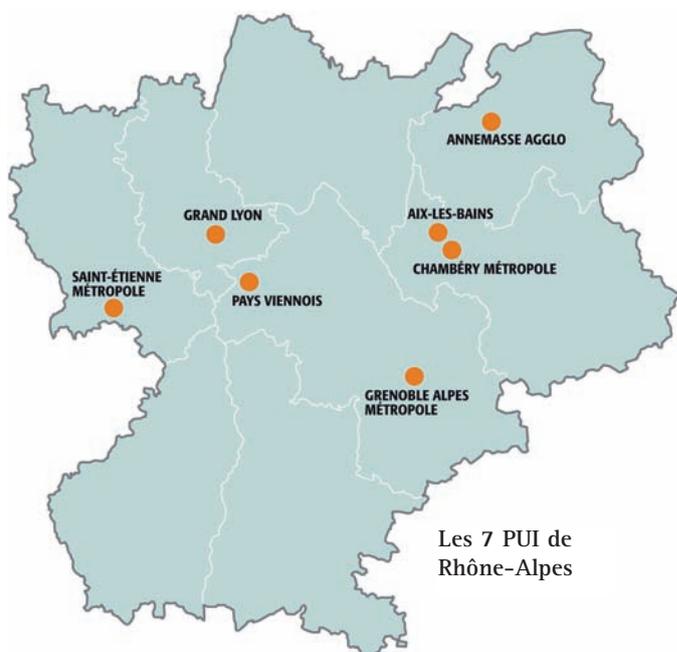
Lors d'une rencontre récente à Montpellier, co-organisée par le CR•DSU et ses homologues de Paca, d'Aquitaine, et du Languedoc-Roussillon, les Rhônalpins ont fait valoir que les PUI permettent de conduire des projets structurants en matière d'équipements, de requalification urbaine, de réhabilitation de friches, de renforcement de l'offre de

services. Mais aussi d'investir sur des enjeux émergents (TIC, mobilité, éducation à l'environnement...). Enfin ils "musclent" l'intervention économique dans les quartiers, laquelle reste souvent problématique. Soit une capacité d'intervention réelle, notamment pour des territoires sans financement de l'Anru, ou situés aux franges des quartiers prioritaires, une souplesse sur les périmètres étant possible.

Les projets connaissent actuellement une montée en charge. Aujourd'hui à mi-parcours, ils font l'objet d'une évaluation. Les territoires ont besoin de temps pour consolider leurs démarches jusqu'à 2013. Ils pointent la nécessité de renforcer l'articulation avec la politique de la ville et le renouvellement urbain, d'avoir une ingénierie dédiée renforcée, pour qu'ils soient de vrais leviers d'une politique de réduction des inégalités sociales et territoriales.

Au-delà, l'enjeu est de préparer dès maintenant la prochaine génération de fonds structurels, en 2014. Les débats sur les priorités de la politique de cohésion sont engagés, au niveau européen et dans les États membres. Il importe qu'à tous les niveaux, y compris local et régional, soit réaffirmée la nécessité d'une politique urbaine ambitieuse menée par l'Europe.

●●● En savoir plus : Isabelle Chenevez, 04 78 77 01 43



Les 7 PUI de Rhône-Alpes

Carte : CR•DSU

l'actu & CR•DSU

Bon été à toutes et à tous !

Le CR•DSU sera fermé du 2 au 23 août 2010.

Les cahiers du DSU : le chantier avance

Le chantier de refonte des *Cahiers du DSU* s'est poursuivi sur le 1^{er} semestre 2010. Il s'agit non seulement d'un travail sur le format (nouvelle maquette) mais aussi d'une réflexion sur la périodicité, la politique de diffusion, la tarification. Devant la difficulté d'assurer à la fois le suivi de ce chantier et la préparation d'un numéro "nouvelle formule", il a été décidé de ne publier qu'un numéro en 2010, qui portera sur la prévention de la délinquance et sortira en fin d'année.

●●● Renseignements : 04 78 77 01 43

"Conduire un projet de développement social urbain : éléments de méthode en débat", Les Échos des ateliers permanents du CR•DSU n°6, juin 2010

En 2008 et 2009, le CR•DSU a proposé des espaces de débat, de réflexion et des travaux collectifs pour accompagner les équipes sur les outils et méthodes au service du projet de territoire. Ce 6^{ème} numéro des *Échos* a vocation à rendre compte de ces travaux collectifs et se veut un outil méthodologique pour préparer l'avenir des démarches politique de la ville. Le premier chapitre revient sur les principes de la méthodologie de projet. Le second s'intéresse à l'enjeu d'une observation locale. Le troisième est consacré aux outils de suivi et de bilan des programmes d'actions et des contrats. Et le dernier est destiné à éclairer la place stratégique de l'évaluation dans la redéfinition des projets de territoire.

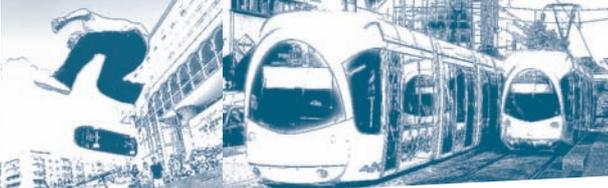
●●● Diffusion en juillet

●●● Bientôt en ligne sur www.crdsu.org

Nouvelle organisation de la santé en région et réduction des inégalités de santé dans les territoires prioritaires

Fin juin, le CR•DSU et la Fédération éducation santé Rhône-Alpes ont organisé un temps d'échange sur l'évolution institutionnelle en matière de santé entre des coordonnateurs

... suite page 2



savoir-faire & faire-savoir

des initiatives et des expériences locales

Atelier santé ville, l'Agence régionale de santé (ARS), la Direction régionale jeunesse sport cohésion sociale (DRJSCS) et la DDCS du Rhône. La création récente des ARS et DRJSCS modifie en effet le paysage dans lequel évoluent les chargés de mission santé de la politique de la ville. Cette rencontre intervenait à l'issue d'un atelier de 5 séances destiné aux coordonnateurs ASV et intitulé "Plan local de santé/contrat local de santé: comment contribuer à leur élaboration à partir de la démarche ASV?" dont les enseignements seront capitalisés dans le prochain numéro des *Échos*, à l'automne.

Les médiateurs adultes relais de Rhône-Alpes ont rencontré leurs homologues belges

Dans le cadre d'un projet régional de professionnalisation financé par l'Acsé, et conduit par le groupement d'intérêt public, formation et insertion professionnelle de l'académie de Grenoble, 8 adultes-relais de Rhône-Alpes ont participé en juin 2009 à une visite d'études en Belgique, rendue possible grâce aux fonds européens du programme Leonardo. Venus de presque tous les départements de Rhône-Alpes, et appartenant à des structures diverses, ils ont été accueillis pendant deux semaines par le service prévention de la municipalité de Liège et des associations liégeoises.

Le principe d'une visite d'études est celui de l'échange des pratiques professionnelles: observer, comparer, analyser les pratiques de médiation sociale et scolaire, confronter les manières de faire, les objectifs et les outils. Cela permet aussi une ouverture culturelle et la création de liens entre professionnels. Ces échanges avec des homologues belges leur ont permis de construire un autre regard sur la profession et de se sentir plus légitimés dans leur action de médiateur.

Plus d'infos: www.adultesrelais.info

les rendez-vous

les événements à ne pas manquer!

7 "Mutations territoriales et éducation: de la forme scolaire vers la forme éducative?" les 8 et 9 juillet 2010, à La Ferté-ss-Jouarre Université d'été de PRISME
Plus d'infos: www.prisme-asso.org

0 "Université d'été du développement local" les 9, 10 et 11 septembre 2010, à Foix Organisée par l'université Toulouse-le Mirail et l'UNADEL. Objectifs: mobiliser la mémoire du développement local, interroger les plus values des démarches qu'il a inspiré, réfléchir au devenir de ses valeurs et de ses méthodologies au regard des ambitions des acteurs locaux et des réseaux nationaux.
Plus d'infos: www.univ-developpement-local.org/dotclear2

3 "YESS! 2 jours pour changer de quotidien" les 11 et 12 septembre 2010, à Grenoble Cet événement grand public mobilise les acteurs de l'économie sociale et solidaire de l'Y grenoblois. Il a pour ambition de souligner la richesse et la diversité de l'économie des associations, coopératives et mutuelles de l'agglomération.
Plus d'infos: www.yess2010.org

5 "Organisation territoriale de la santé au cœur des réformes-Place des collectivités, positionnement des professionnels", les 29 et 30 septembre 2010, à Nancy 5^e colloque "Collectivités territoriales et santé publique" du CNFPT, en partenariat avec la SFSP. Il s'adresse à l'ensemble des acteurs qui participent à l'organisation de la santé à un niveau territorial.
Plus d'infos: www.cnfpt.fr



Photo: GIP Fipag

À Échirolles, priorité à la bonne tenue du chantier Anru

Le Village 2 à Échirolles fait l'objet d'une opération de rénovation urbaine depuis 2008. Au démarrage du projet, les élus ont exprimé leur souhait d'exemplarité de la tenue et de la sécurisation des chantiers (respect du cadre temporel, exigence de sécurité pendant les travaux, qualité d'entretien). Coordonné par un OPC urbain interne à la ville et un coordonnateur général sécurité, un important dispositif de suivi opérationnel des chantiers a été mis en place. Parmi les mesures déployées, l'évaluation des chantiers les mieux tenus est destinée à stimuler les entreprises en apportant aux meilleures d'entre elles la reconnaissance des maîtres d'ouvrage. Une cellule de coordination, associant des décideurs (élus, membres des directions générales Ville et bailleurs...), réalise des visites de chantiers tous les deux mois et apprécie

la qualité de la signalisation, des clôtures, de l'entretien, le respect des accès... Non-techniciens, les membres de la cellule portent un regard critique, plus proche de celui d'habitants que ne le serait celui d'un professionnel présent chaque jour sur le chantier. Mesure symbolique, un diplôme remis à la meilleure entreprise entérine la qualité de la tenue du site et le respect de ses engagements, valorisables pour l'obtention d'autres marchés.

Contact: Emmanuel Lambros, 04 76 20 64 94



Illustration: ville d'Échirolles



acteurs & mouvements

les changements pro en Rhône-Alpes

À Saint-Priest, prévenir les conduites à risque des adolescents

En 2007, un diagnostic santé mené à Saint-Priest souligne la permanence de certaines problématiques de santé dont celle des conduites à risque. Les acteurs de terrain constatent une augmentation des comportements addictifs et à risque (consommations d'alcool, de tabac, pensées suicidaires...). Un groupe de travail "conduites à risque" est créé dans le cadre de l'Atelier santé ville coordonné par le CCAS. Son objectif: permettre au public en situation de précarité d'identifier sa vulnérabilité face aux pratiques répétitives de mise en danger sur le plan physique, psychologique et social. À la suite d'une formation-action d'un an, visant à doter les intervenants sociaux, éducatifs et sanitaires d'une culture commune sur la jeunesse et ses comportements à risque, le groupe choisit de poursuivre par une manifestation, "La quinzaine de l'adolescence", à destination des adolescents et leurs parents. En février 2010, l'évènement a réuni 240 adolescents, une trentaine de professionnels et une dizaine de parents autour d'expositions, débat, séance de cinéma, concert... La préparation a également été l'occasion

pour les professionnels de bénéficier d'une formation à la gestion du stress et des conflits. Pour la suite, c'est l'"estime de soi" qui fera l'objet du travail partenarial, la parole des jeunes ayant souligné que la dévalorisation de soi est un des facteurs de la prise de risque.

●●● Contact: Marjorie Mena, 04 72 22 63 17



● André Rouvière est correspondant local de la HALDE à *Largentière*.

● Philippe Fages est directeur des politiques urbaines à *Grenoble-Alpes Métropole*.

● Dominique Guillaud est coordinatrice du Projet Éducatif Local et du Contrat Enfance Jeunesse à *Saint-Étienne*.

● Myriam Nicolas est agent de développement social à *Lyon 3^e, quartiers Moncey-Voltaire-Guillotière*.

● Peggy Blond est chargée de développement insertion et quartiers sud au *GPV de Vaulx-en-Velin*.

● Agnès Foray est référente de parcours au PRE de *Vénissieux*.

● Élisabeth Carré est chef de projet rénovation urbaine à *Tarare*.

● Séverine Letheule est responsable mission développement durable à la *mairie de Chambéry*.

réseaux partenariat

les acteurs ressources, les métiers, les projets...

À Lyon, le Groupe d'initiatives pour l'égalité dans la ville (GIPEV)

En janvier 2010, le Groupe d'initiatives pour l'intégration dans la ville s'est transformé en GIPEV. Ce changement d'appellation entérine la reconnaissance du caractère central de l'objectif d'égalité. Constitué en commission extra-municipale composée de trois collègues (élu, citoyens qualifiés, représentants de commissions extra-municipales), le GIPEV doit contribuer à définir, développer et évaluer la

politique municipale en faveur de l'égalité. Son travail porte sur trois volets: la prévention, la lutte contre toutes les formes de discriminations et l'égalité de traitement, l'égalité des chances et la promotion de la diversité culturelle. Le GIPEV agira à travers un appel à projets "égalité" annuel, la Mission égalité de la ville et des groupes de travail thématiques. Fin 2009, une enquête menée pour la

ville auprès des Lyonnais révélait que 38% des habitants de Lyon et 46% des personnes habitant un quartier prioritaire pensaient avoir déjà été victimes de discrimination. Des données d'observation qui abonderont au travail du GIPEV...

●●● Contact: Alexandre Kosak, Mission égalité, 04 26 99 65 35



Illustration: ville de Lyon



éditée par le CR•DSU
4 rue de Narvik - BP 8054
69351 Lyon cedex 08
Tél 04 78 77 01 43 Fax 04 78 77 51 79
crdsu.secretariat@free.fr

www.crdsu.org
ISSN 1958-5446

Directeur de la publication : Louis Levêque
Directrice de la rédaction : Isabelle Chenevez
Rédaction : l'équipe du CR•DSU
Création : Okto Novo
Exécution : Muriel Salort-Carayon
Impression : Lamazière Imprimeur F - 69153 Décines

Cette lettre peut également être envoyée par mail : crdsu.secretariat@free.fr

Le CR•DSU soutient les acteurs (professionnels, élus, institutionnels et partenaires locaux) dont les projets s'inscrivent dans un objectif de cohésion sociale sur un territoire. Son action : diffusion d'informations, qualification collective, mise en réseau, capitalisation des expériences régionales...

sources & ressources

quelques ouvrages d'actualité, consultables au CR•DSU

Associations et fonds européens. Comment gérer et financer votre projet?

Les Cahiers de l'Avise n°6, 04/2010, 94 p.+ CDROM

Ce kit propose une démarche de mobilisation des financements européens (FSE, FEDER, FEADER) structurée en 7 phases: de l'idée au projet, du choix du programme à la constitution du dossier, de la mise en œuvre au bilan final, une trentaine d'outils pratiques, des fiches repères, un glossaire.

Développement durable: quel soutien des Départements aux territoires?

ETD, 03/2010, 60 p.

Cet ouvrage étudie la prise en compte des principes du

développement durable dans les politiques de soutien aux territoires des conseils généraux. Il met en exergue les points de blocage et les leviers d'action rencontrés par les départements et leur propose une méthode pour mettre en place la conditionnalité de tout ou partie de leurs aides.

Des "ghettos" français: abus de langage ou réalité? Le débat sur la ségrégation à l'heure de la réforme de la politique de la ville

Centre d'analyse stratégique; La note de veille n°178, 06/2010, 14 p.

Cette analyse aborde la réalité sociale des quartiers, la délinquance, le logement social et l'objectif de mixité sociale... Les conclusions appellent notamment à recentrer les interventions de la

politique de la ville sur les personnes, à cibler plus souplement les territoires et à promouvoir la mobilité sociale.

Bâtir des villes durables. Bonnes pratiques et financements européens

Jean-Marie Beaupuy. Éd. Yves Michel, 11/2008, 223 p.

L'auteur explique les outils mis à disposition des acteurs de la ville pour promouvoir un développement urbain durable. Il aborde les enjeux et les défis de la gouvernance locale, les solutions apportées en termes de bonnes pratiques et de financements européens pour 2007-2013.

les points d'orgue du www.crdsu.org

• Rubrique Actualités

Réforme de la géographie prioritaire et nouvelles modalités de contractualisation: Les articles de presse, communiqués du réseau Amadeus et de l'IRDSU, faisant suite au discours de François Fillon lors de l'installation du CNV le 25 mai dernier, sont en ligne.

ailleurs sur la toile...

••• www.maison-egalite-femmes-hommes.fr

Lieu ressource pour le montage de projets sur l'égalité femmes-hommes et facilitateur de mise en réseau des

acteurs institutionnels et associatifs de l'agglomération grenobloise, la Maison pour l'égalité femmes-hommes vient de rejoindre le net. Ce site répertorie les actions de sensibilisation et les projets d'accompagnement des acteurs déjà menés. Il partage les ressources existantes et, notamment une boîte à outils des acteurs de l'agglomération.



••• www.territoiresetconsultants.com



Entreprises, territoires et développement (ETD) propose un répertoire national de consultants intervenant dans le champ du développement territorial et de l'aménagement. Ce répertoire, en libre accès, fonctionne sur un principe de libre déclaration: tout consultant peut s'y inscrire.

Les informations sur les consultants sont à rechercher selon 3 critères: l'implantation géographique, les champs et types d'intervention.